

Séance ordinaire du 9 septembre 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce neuf septembre deux mille deux à dix-neuf heures quarante-cinq, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Jean Dubé , directeur général, Danielle Bilodeau, greffière et Jean Marion, assistant-greffier.

CV-2002-05-15

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter l'ordre du jour tel que modifié par le retrait des points suivants :

Point 20 - Octroi de contrat pour la réalisation des travaux de construction de rue pour le projet de prolongement de la rue Édouard-Curodeau (secteur Saint-Romuald)

Point 21 - Prolongement de la rue Édouard-Curodeau – Contrat pour l'exécution des travaux ;

Point 22 - Expropriation des terrains requis pour le prolongement de la rue Edouard-Curodeau (secteur Saint-Romuald)

Point 31 - Acquisition des rues Félix-Leclerc et autres situées sur les lots 2 786 899, 2 768 767 et 2 782 473 (Giter & Mirignac inc, secteur Lévis)

Point 32 - Acquisition des rues de Provence et de Lorraine (Le Domaine Jacques Dumas inc., secteur Lévis)

Point 34 - Acquisition des rues Côté et de l'Alsace (Gérard Nolin, phase I, secteur Saint-Jean Chrysostome

Point 35 - Acquisition de la rue des Ursulines (Logisco inc., secteur Lévis)

Point 36 - Acquisition des rues de l'Alsace et de la Vendée (Gérard Nolin, secteur Saint-Jean Chrysostome)

Point 37 - Acquisition des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guévremont (Développement Fortin inc., secteur Saint-Nicolas)

Point 38 - Acquisition des rues Opales et des Aigues-Marines (Les Immeubles Louiselle inc., secteur Lévis)

Point 50 - Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement décrétant l'ouverture des rues Félix-Leclerc et des rues «X» sur les lots 2 786 899, 2 768 767 et 2 782 473 - Giter & Mirignac inc.

Point 51 - Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement décrétant l'ouverture des rues de Provence et de Lorraine - Le Domaine Jacques Dumas inc.

Point 52 - Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement décrétant l'ouverture des rues Côté et de l'Alsace - Phase I – Gérard Nolin

Point 53 - Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement décrétant l'ouverture de la rue des Ursulines - Logisco inc.

Point 54 - Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant l'ouverture des rues de l'Alsace et de la Vendée - Gérard Nolin

Point 55 - Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guévremont – Développement Fortier inc.

Point 56 - Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant l'ouverture des rues Opales et des Aigues-Marines - Les Immeubles Louiselle inc.

Et par l'ajout des points suivants :

Point 61 A) - Autorisation de présenter les plans et devis pour le prolongement des rues de l'Alsace et de la Vendée au ministère de l'Environnement (Gérard Nolin, secteur Saint-Jean Chrysostome)

Point 61 B) - Autorisation de présenter les plans et devis pour l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guévremont au ministère de l'Environnement (Développement Fortier inc., secteur Saint-Nicolas)

Point 61 C) - Autorisation de présenter les plans et devis pour la réalisation du projet « Domaine des Belles Amours » au ministère de l'Environnement (Les Constructions Jean-Guy Turcotte)

CV-2002-05-16

Période de questions

Environ cinquante personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2002-05-17

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 19 août 2002 et de la séance spéciale du 20 août 2002

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 19 août 2002 tel que modifié par l'ajout au point CV-2002-05-03 « Période d'intervention des membres du Conseil » des mots « le Conseiller Pierre Gagné prend la parole au sujet d'un éventuel bingo dans l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est » et de la séance spéciale du 20 août 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-18

Dépôt – Procès-verbal de la séance du Comité exécutif du 12 août 2002

Le procès-verbal de la séance du Comité exécutif 12 août 2002 est déposé.

CV-2002-05-19**Délégation de membres du Conseil à la Rencontre régionale organisée par le Ministère des régions**

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser le Maire et les membres du Conseil de la Ville Danielle Roy Marinelli et Pierre Brochu à participer à la Rencontre régionale organisée par le ministère des Régions et qui aura lieu le 10 septembre 2002 à Saint-Georges.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-20**Désignation d'un membre pour siéger au sein de Diffusion culturelle de Lévis**

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par Jean-Claude Bouchard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de désigner Pierre Lainesse pour siéger au sein du conseil d'administration de Diffusion culturelle de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-21**Option d'achat pour une partie du lot 1963 845 du cadastre du Québec (parc industriel de Bernières) - 9100-2642 Québec inc.**

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accorder à 9100-2642 Québec inc. jusqu'au 2 octobre 2002 une option d'achat sur une partie du lot 1 963 845 du cadastre du Québec située au sud de ce lot, d'une superficie d'environ 100 000 pieds carrés, au prix de 1,25 \$ / pied carré, la vente éventuelle étant toutefois conditionnelle à toutes les approbations requises par la loi et sujette aux clauses et conditions usuelles des ventes de terrains industriels de la Ville et d'autoriser la signature d'un contrat à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-22**Autorisation de demander l'accréditation des bureaux d'information et d'accueil touristique de Lévis à l'Association touristique Chaudière-Appalaches**

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser le Commissaire industriel de la Ville à signer la demande d'agrément et d'autorisation d'affichage nécessaire pour que l'Association touristique Chaudière-Appalaches puisse déposer à la Direction de la qualité des services touristiques de Tourisme Québec, une demande d'exploitation pour le bureau d'information touristique du parc des Chutes-de-la-Chaudière et le bureau d'accueil touristique de la Traverse de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-23

Permission à l'Association touristique Chaudière-Appalaches d'utiliser le bureau d'information touristique du parc des Chutes-de-la-Chaudière

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de permettre à l'Association touristique Chaudière-Appalaches d'utiliser le bureau d'information touristique du parc des Chutes-de-la-Chaudière pour la période du 9 septembre au 15 novembre 2002, en exigeant toutefois une attestation d'assurance dégageant la Ville de toute responsabilité à cet égard.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-24

Désignation d'un représentant pour siéger au sein de l'Association touristique Chaudière-Appalaches

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de désigner Philippe Meurant pour siéger à titre de représentant de la Ville au sein de l'Association touristique Chaudière-Appalaches.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-25

Octroi d'un contrat de services pour la réalisation de l'étude des fonctions hôtelière et de congrès de Lévis

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

✍ d'entériner la nomination de Suzanne Bonnette (Chambre de Commerce de Lévis), Martin Létourneau (Chambre de Commerce de Lévis), Bernard Pâquet (Chambre de Commerce de Lévis), Raymond Gouin (CLD de Lévis), Richard Moreau (Association touristique Chaudière-Appalaches) et Philippe Meurant, commissaire industriel de la Ville, à titre de membres du comité chargé de l'évaluation des propositions de services reçues par la Ville dans le cadre de l'appel d'offres public lancé le 17 juillet 2002 aux fins de la réalisation d'une étude des fonctions hôtelière et de congrès de la Ville de Lévis (soumission 2002-50-10) ;

✍ d'accorder le contrat pour la réalisation de l'étude des fonctions hôtelière et de congrès au consortium formé des firmes Zins Beauchesne & Associés et Horwath, au coût de 121 638,94 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission ainsi qu'à la recommandation formulée par le comité d'évaluation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-26

Octroi de contrat de travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable du secteur Charny

Il est proposé par Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accorder le contrat pour la modernisation de l'usine de production de l'eau potable du secteur Charny à Construction BSL inc., au coût de 6 030 415,67 \$, taxes incluses, aux prix indiqués à soumission, conformément au devis et à cette soumission et ce, à la condition d'obtenir l'autorisation d'effectuer les travaux par le ministère de l'Environnement du Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-27

Autorisation de signature d'une entente concernant la fourniture du service de déneigement de certaines routes à intervenir avec le ministère des Transports du Québec

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la signature de l'entente à intervenir avec le ministère des Transports du Québec concernant la fourniture par ce ministère du service de déneigement de routes dans les secteurs Saint-Nicolas et Saint-Étienne-de-Lauzon sur une longueur de 32,13 km, pour l'année 2002-2003, au coût de 180 226,05 \$, incluant une clause de renouvellement pour les deux années subséquentes.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-28

Emprunt au fonds de roulement pour la réalisation du plan directeur informatique

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-03-95, pour payer une partie de la dépense relative à la réalisation du plan directeur informatique requis pour les besoins de la Direction des finances, d'affecter aux activités d'investissement un montant de 70 000\$ provenant d'un emprunt au fonds de roulement, jusqu'à concurrence toutefois du montant de taxes réellement perçu tel que prévu au règlement RV-2002-00-16 sur le fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de trois ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2003.

CV-2002-05-29

Financement de certaines dépenses relatives à la confection des rapports financiers 2001 des ex-villes et ex-organismes

Attendu les décisions du Comité exécutif à l'effet :

- ? d'autoriser l'engagement d'une dépense maximale de 7 600 \$, taxes nettes incluses, pour les services d'un technicien de la firme de vérificateur KPMG, à raison de 32.5 heures / semaine pendant cinq semaines, au tarif horaire de 42 \$ / heure, plus taxes, pour la réalisation des rapports financiers de l'ancienne Ville de Saint-Romuald et de l'ancienne Régie de traitement de l'eau potable St-Romuald / St-Jean ;
- ? d'autoriser l'engagement d'une dépense maximale de 7 600 \$, taxes nettes incluses, pour les services d'un technicien de la firme de vérificateur KPMG, à raison de 32.5 heures / semaine pendant cinq semaines, au tarif horaire de 42\$/heure, plus taxes, pour la réalisation du rapport financier de l'ancienne Ville de Saint-Jean-Chrysostome ;
- ? d'autoriser une dépense maximale d'un montant de 55 200\$ (en sus du coût normal de vérification) pour du travail supplémentaire à être effectué par les vérificateurs ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de financer les dépenses ci-haut mentionnées à même le budget 2001 des ex-villes et ex-organismes ainsi que toutes les dépenses relatives aux dossiers de vérification, tel le temps régulier et le temps supplémentaire des fonctionnaires affectés à ces dossiers.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-30

Modification du règlement V-1031 de l'ex-Ville de Charny requise pour le financement par billet de ce règlement

ATTENDU QUE la Ville de Lévis se propose d'emprunter par billets un montant de 1 435 000\$ en vertu du règlement V-1031 de l'ex-Ville de Charny permettant l'octroi d'un contrat «Clé en main» relatif à la réalisation de la station d'épuration des eaux usées de l'usine d'Alex Couture inc. (Charny-Sud) et décrétant un emprunt au montant de 7 300 000\$;

ATTENDU QU'à ces fins, il devient nécessaire de modifier le règlement en vertu duquel ces billets seront émis ;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De modifier le règlement V-1031 de l'ex-Ville de Charny pour qu'il soit conforme à ce qui suit :

? les billets seront signés par le maire et le trésorier ;

? les billets seront datés du 17 septembre 2002 ;

- ? les intérêts sur les billets seront payables semi-annuellement ;
- ? les billets, quant au capital, seront remboursés comme suit :

1. 43 500\$
2. 45 500\$
3. 47 900\$
4. 50 300\$
5. 52 700\$
6. 1 195 100\$

D’émettre par billets pour un terme plus court que le terme prévu au règlement V-1031, c’est-à-dire pour un terme de 5 ans à compter du 17 septembre 2002, pour les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l’emprunt.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-31

Constitution d’un comité consultatif ad hoc et désignation de membres du Conseil pour les terrains de jeux 2003

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de constituer un comité consultatif ad hoc chargé entre autre d’analyser la proposition du programme des terrains de jeux 2003 et de nommer Isabelle Demers, André Hamel et Marc Picard, membres du Conseil de la Ville pour agir à titre de représentants de chacun des arrondissements sur ce comité.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-32

Autorisation de signature du protocole d’entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole concernant une aide financière pour le projet de rénovation de la Maison de la musique Bernard-Bonnier (secteur Lévis)

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d’autoriser la signature du protocole d’entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole concernant l’octroi d’une aide financière de 348 718 \$ pour le projet de rénovation de la Maison de la musique Bernard-Bonnier (secteur Lévis).

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-33

Prolongation des contrats des superviseurs de terrains de jeux

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de prolonger l'embauche des superviseurs de terrains de jeux jusqu'au 30 novembre 2002, au taux horaire de 13,65\$:

- ✍ Geneviève Crevier, 32,5 heures/semaine ;
- ✍ Isabelle Bouchard, 32,5 heures/semaine ;
- ✍ Cynthia Roy, 10 heures/semaine.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-34

Demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour une utilisation autre qu'agricole d'une partie du lot 493 (secteur Saint-Jean-Chrysostome)

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ✍ de ne pas appuyer la demande d'autorisation visant l'utilisation autre qu'agricole d'une partie du lot 493 d'une superficie de 121 320 mètres carrés dans le secteur Saint-Jean-Chrysostome, plus particulièrement l'agrandissement d'une sablière au-delà de la superficie bénéficiant de droits acquis en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* ;
- ✍ d'indiquer à la Commission que l'usage respecte le règlement de zonage V 90-610 et ses amendements ainsi que le règlement de contrôle intérimaire de la MRC numéro 197-01 et ses amendements ;
- ✍ d'indiquer à la Commission que la recommandation de la Ville est motivée de la façon suivante, en regard des critères de l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* :

- ? **potentiel agricole** : le secteur visé par la demande est principalement constitué de sol de classe 4 comportant de graves limitations ;
- ? **possibilité d'utilisation à des fins agricoles** : réelle. Le respect des conditions 4, 5, 6 et 7 permet toutefois un retour à des usages agricoles ;
- ? **conséquence de l'autorisation** : impact minime si les conditions 4, 5, 6 et 7 sont respectées. En regard des distances séparatrices cette autorisation n'a aucun impact, car cet usage n'étant pas reconnu comme immeuble protégé ;
- ? **contrainte résultant de l'application des lois et règlements** : aucune ;
- ? **disponibilité d'autres emplacements** : non applicable car agrandissement d'un usage existant ;
- ? **l'homogénéité agricole** : secteur déstructuré, présence de plusieurs sablières, école de conduite d'engin de chantier ;
- ? **effet sur la préservation de l'agriculture** : considérant la problématique du trafic lourd dans le secteur visé, l'autorisation risque d'augmenter les inconvénients vécus par le voisinage (poussière, bruit, etc...) ;
- ? **constitution de propriétés viables** : non applicable ;
- ? **effet sur le développement économique** : disponibilité de matériaux granulaires ;
- ? **condition socioéconomique** : non applicable ;
- ? **avis de non-conformité** Municipalité régionale de comté : projet conforme ;
- ? **conséquence pour le demandeur** : augmentation de ses coûts de production.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-35

Demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour une utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 92 et 93 (745, rang Bélair est, secteur Saint-Jean-Chrysostome)

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'appuyer la demande d'autorisation autre qu'agricole, l'aliénation et le lotissement d'une partie des lots 92 et 93 d'une superficie de 2 252,1m², plus particulièrement l'agrandissement de l'emplacement résidentiel situé au 745, rang Bélair est, secteur Saint-Jean-Chrysostome, tel qu'illustré au plan annexé à la présente résolution, le tout, selon les critères d'analyse prévus à l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec* suivants :

Critères obligatoires

- ? le potentiel agricole du ou des lots : **classe 3 avec un excès d'humidité** ;
- ? le potentiel agricole des lots avoisinants : **majoritairement classe 4** ;
- ? les possibilités d'utilisation du ou des lots à des fins d'agriculture : **non applicable** ;
- ? les conséquences d'une autorisation sur les activités et le développement des activités agricoles ainsi que les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants : **aucune** ;
- ? les contraintes résultant de l'application des lois et règlements en matière d'environnement pour les établissements de production animale ;
- ? la disponibilité d'autres emplacements de nature à éliminer ou réduire les contraintes sur l'agriculture : **non applicable** ;
- ? l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation : **non applicable** ;
- ? l'effet sur la préservation pour l'agriculture des ressources eau et sol dans la municipalité et dans la région : **non applicable** ;
- ? la constitution de propriétés foncières dont la superficie est suffisante pour y pratiquer l'agriculture : **non applicable** ;
- ? l'effet sur le développement économique de la région : **non applicable** ;
- ? les conditions socioéconomiques nécessaires à la viabilité d'une collectivité lorsque la faible densité d'occupation du territoire la justifie : **non applicable**.

Critères facultatifs

- ? un avis de non-conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire par une municipalité régionale de comté : **aucun avis de non-conformité** ;
- ? les conséquences d'un refus pour le demandeur : **réduit considérablement les alternatives d'installation septique en cas de problème**.

et d'indiquer à la Commission que la demande respecte le règlement de zonage V90-610 et ses amendements ainsi que le règlement de contrôle intérimaire de la MRC numéro 1997-01 et ses amendements.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-36

Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches – Location d'un local à cet organisme, reconnaissance de cet organisme, adhésion de la Ville à cet organisme et désignation d'un membre du Conseil au sein de cet organisme

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ✍ d'autoriser la location au prix du marché de locaux situés dans l'hôtel de ville de l'ex-municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville au Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches et d'autoriser la signature d'un contrat à cet effet ;
- ✍ d'accorder au Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches la reconnaissance à titre d'organisme à but non lucratif ;
- ✍ d'adhérer au Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches et de désigner le conseiller Jocelyn Olivier à titre de représentant du Conseil de la Ville de Lévis au conseil d'administration du Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-37

Abandon d'une servitude affectant le lot 2218 768 du cadastre du Québec (rue Jalbert, secteur Lévis)

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la signature d'un acte d'abandon de servitude pour l'installation d'une conduite d'égout affectant le lot 2 218 768 du cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-38

Enlèvement de la neige dans le secteur Saint-Romuald et paiement des pénalités imposées éventuellement par le gouvernement pour l'utilisation de sites non-conformes

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ? d'affecter aux ex-municipalités concernées le coût des pénalités découlant de l'utilisation de sites non conformes pour l'élimination de la neige pendant la saison 2002-2003 et imposées éventuellement par le gouvernement ;
- ? pour le secteur Saint-Romuald, d'effectuer les travaux d'enlèvement de la neige de la même manière qu'ils ont été effectués au cours de l'année 2000.

Le Maire appelle le vote .

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné et Philippe Laberge.

Adoptée à la majorité

CV-2002-05-39

Demande d'autorisation amendée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 1106 et 1107 du cadastre du Village de Lauzon (secteur Lévis)

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser le dépôt d'une demande d'exclusion amendée auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec le 10 septembre 2002, en référence au projet mentionné à la résolution CV-2002-02-47, de manière à faire exclure de la zone agricole l'aire enclavée comprise entre le Chemin des Forts et la Route 132 et représentant une superficie d'environ 9,36 hectares et en conséquence, cette demande d'exclusion amendée comprendra :

- a) une superficie de terrain d'environ 11 609,6 mètres carrés située dans le secteur de la Paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, formée de parties des lots 143 et 145 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, circonscription foncière de Lévis ;
- b) une superficie de terrain d'environ 81 984 mètres carrés située dans le secteur Lévis, formée des lots 1106, 1107, 1108 et d'une partie des lots 1105-3 et 1109-3 du cadastre du village de Lauzon, circonscription foncière de Lévis,

telles qu'illustrées au plan préparé par l'ex-Municipalité régionale de comté de Desjardins le 5 octobre 2000 sous les numéros 318877 et 318878 (annexe 2 de la demande d'exclusion) et de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'accorder à la Ville un délai de 3 à 4 semaines pour permettre le dépôt d'une demande modifiée bien encadrée et étoffée devant permettre à la Commission de l'accepter.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-40

Autorisation de présenter les plans et devis pour la réalisation du projet « Le Contillet » (secteur Lévis) au ministère de l'Environnement

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la présentation des plans et devis du projet « Le Contillet » (secteur Lévis) au ministère de l'Environnement pour approbation et de recommander au Conseil de la Ville d'accepter en principe d'acquérir la conduite d'aqueduc qui sera construite pour réaliser le projet « Le Contillet » en prévoyant une servitude en faveur de la Ville pour permettre son entretien ainsi qu'une servitude de passage dans l'allée de circulation, le tout, à la condition d'obtenir l'engagement du promoteur à l'effet que les travaux d'enlèvement de la neige soient exécutés par un entrepreneur privé, qu'une interdiction de stationner soit prévue sur l'allée de circulation ainsi que l'acceptation par le promoteur du caractère privé irrévocable de l'allée de circulation et enfin, à la condition que les conditions précédemment énoncées soient mentionnées dans les actes de vente des copropriétés de ce projet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-41

Autorisation de paiement à Alex Couture inc. relativement aux travaux de construction de l'usine d'épuration du secteur Charny

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser le paiement à Alex Couture inc. d'une somme de 1 486 686,62 \$ à même le règlement V-1031 de l'ex-Ville de Charny dans le cadre du contrat intervenu avec l'ex-Ville de Charny pour les travaux de construction de l'usine d'épuration (secteur Charny).

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-42

Autorisation de présenter les plans et devis pour le prolongement des rues Côté et de l'Alsace au ministère de l'Environnement (Gérard Nolin, phase I, secteur Saint-Jean Chrysostome)

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser CIMA+ à présenter les plans et devis pour le prolongement des rues Côté et de l'Alsace, (secteur Saint-Jean-Chrysostome) au ministère de l'Environnement pour approbation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-43

Modification au règlement 967 de l'ex-Ville de Lévis fusionnant le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis et le régime de retraite des policiers-pompiers de la Ville de Lévis et remplaçant le règlement numéro 42 et ses amendements et le règlement numéro 136 et ses amendements

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, résolution CE-2002-04-22 ainsi que lors d'une séance tenue le 28 août 2002, de modifier le règlement 967 de l'ex-Ville de Lévis fusionnant le régime de retraite des employés de la Ville de Lévis et le régime de retraite des policiers-pompiers de la Ville de Lévis et remplaçant le règlement numéro 42 et ses amendements et le règlement numéro 136 et ses amendements comme suit :

- ? l'article 7.04 de ce règlement, tel que modifié par la résolution numéro 2001-08-62 de l'ex-Ville de Lévis, est à nouveau modifié au premier alinéa par le remplacement, au paragraphe b), de l'expression « l'âge de 61 ans » par l'expression « l'âge de 60 ans » ainsi que par le remplacement, au paragraphe b), de l'expression « égal à 1,3 % du MGA » par l'expression « égal à 0,7 % du MGA » ;
 - ? l'article 8.03 de ce règlement est à nouveau modifié par le remplacement au premier alinéa, de l'expression « de la cessation de sa vie maritale » par l'expression « de la cessation de la vie maritale » ;
- et d'appliquer la présente résolution à compter du 1^{er} janvier 2001, à la condition d'obtenir l'approbation de la majorité des fonctionnaires et employés visés par le règlement numéro 967.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-44

Autorisation de signature de l'entente de services à intervenir avec l'Escouade régionale mixte de Québec

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la signature d'une entente de services d'un policier-enquêteur de la Direction du service de police de la Ville de Lévis avec l'Escouade régionale mixte de Québec et ce, pour une période maximale de trois ans.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-45

Nomination d'employés réguliers à temps plein au poste de préposé(e)s au traitement des appels à la Direction du service de police

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de nommer à titre d'employé régulier à temps plein à compter du 21 juillet 2002 au poste de préposé(e)s au traitement des appels à la Direction du service de police :

- ? Hélène Lemay, assujettie à la convention collective de la Régie intermunicipale de police Chaudière-Etchemin ;
- ? François Robitaille, assujetti à la convention collective de la Régie intermunicipale de police Chaudière-Etchemin ;
- ? Pierre-Luc Durand, assujetti à la convention collective de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-46

Bail à intervenir avec la Fabrique Christ-Roi pour la location par la Ville des lots 598-8, 598-10, 598-11, 598-12, 330-5, 330-6 et 517 du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire (secteur Lévis)

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif :

- ✍ de louer de la Fabrique Christ-Roi les lots 598-8, 598-10, 598-11, 598-12, 330-5, 330-6 et 517 du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire (secteur Lévis), à distraire les lots 330-5-1 et 517-1 de ce cadastre, sujet à une servitude en faveur de Bell Canada portant le numéro 414 258, aux mêmes conditions que l'ancien bail, pour la somme de 1 \$ par année, pour une durée de 10 ans, renouvelable d'année en année à moins d'un préavis à l'effet contraire de 90 jours avant la date d'expiration ; l'entretien, la réfection, l'éclairage et le déneigement étant à la charge de la Ville et d'autoriser la signature d'un acte à cet effet ;
- ✍ d'abroger la résolution numéro 2001-08-36 de l'ex-Ville de Lévis intitulée « Mandat à Me Yves Dussault, notaire, Re : Rédaction d'un nouveau bail à intervenir avec la Fabrique Christ-Roi, relatif aux lots 598-8, 598-10, 598-11, 598-12, 330-5, 330-6 et 517 du cadastre officiel révisé pour la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire, circonscription foncière de Lévis ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-47

Modification du règlement 642-01 décrétant des travaux de prolongement de la rue Édouard-Curodeau ainsi qu'un emprunt (secteur Saint-Romuald)

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller André Hamel

Tel que recommandé par le Comité exécutif,

- ✍ de modifier le règlement 642-01 de l'ex-Ville de Saint-Romuald décrétant des travaux de prolongement de la rue Édouard-Curodeau ainsi qu'un emprunt par le remplacement de l'article 3 par le suivant : « Le Conseil décrète l'acquisition en complète propriété d'une partie des lots 610, 612, 613 et 613A) du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin et d'une servitude de pose de services municipaux d'aqueduc, d'égout sanitaire et pluvial et à la protection incendie sur le lot 613 partie de ce cadastre, tel qu'énumérés à l'annexe C, à un coût estimé de 15 150,00\$, les immeubles étant plus amplement décrits à la description technique de l'arpenteur-géomètre, Jacques Grondin, minute 609, telle qu'annexée au présent règlement. »
- ✍ de demander au ministère des Affaires municipales et de la Métropole de procéder à l'analyse de ce règlement pour obtenir l'approbation du Ministre, le cas échéant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-48

Adoption et dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-37 sur le versement par la Ville de Lévis d'une contribution à La compagnie du chemin de fer de Québec central pour l'exécution de travaux de signalisation

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-37 sur le versement par la Ville de Lévis d'une contribution à La compagnie du chemin de fer de Québec central pour l'exécution de travaux de signalisation et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-49

Adoption et dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-39 décrétant l'ouverture des rues Simoneau et du Coteau

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-39 décrétant l'ouverture des rues Simoneau et du Coteau et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-50

Adoption et dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-40 modifiant les règlements 977 et 978 de l'ancienne Ville de Lévis sur l'établissement d'un Programme de revitalisation des vieux quartiers et son financement

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-40 modifiant les règlements 977 et 978 de l'ancienne Ville de Lévis sur l'établissement d'un Programme de revitalisation des vieux quartiers et son financement et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-51

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement RV-2002-00-41 décrétant des travaux de construction d'un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt

Le conseiller Jean-Claude Bouchard donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement RV-2002-00-41 décrétant des travaux de construction d'un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux de construction d'un passage à niveau incluant l'alimentation électrique du dispositif d'avertissement de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 110 000\$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller Jean-Claude Bouchard demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-52

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier 2002

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier 2002.

Ce règlement a pour objet :

✍ de prévoir un tarif moins élevé pour la compensation pour la fourniture de l'eau et pour la compensation pour l'enlèvement et la disposition des déchets dans le cas où un immeuble ne comporte que deux logements et que ceux-ci sont occupés exclusivement par le propriétaire de l'immeuble ou conjointement par les copropriétaires de celui-ci et ce, pendant tout l'exercice financier de 2002, à la condition qu'une déclaration assermentée attestant de cette situation particulière, valable uniquement pour cet exercice financier soit signée et produite au trésorier au cours de cet exercice financier.

✍ d'apporter un ajustement au mode de calcul du tarif de la compensation pour l'enlèvement et la disposition des déchets à l'égard de certains immeubles non résidentiels lorsqu'un contenant sanitaire à chargement avant ou un contenant sanitaire sur roues de type « roll-off » n'est pas utilisé.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-53

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement établissant un programme de subventions à certains artistes

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement établissant un programme de subventions à certains artistes.

Ce règlement a pour objet d'établir un programme de subventions à certains artistes pour les exercices financiers de 2002, 2003 et 2004, en vertu duquel la Ville accorde à tout artiste qui utilise un immeuble non résidentiel ou une partie d'un tel immeuble comme atelier d'artiste, une subvention, calculée selon les modalités prévues au règlement, pour tenir compte du fait qu'il est le débiteur de la taxe sur les immeubles non résidentiels imposée sur cet immeuble ou qu'il en assume le paiement en tout ou partie, sans en être le débiteur, par le biais d'un loyer. Les artistes qui peuvent bénéficier de ce programme sont les artistes professionnels au sens de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs* (L.R.Q., c. S-32.01) et les artistes au sens de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* (L.R.Q., c. S-32.1). Une personne morale dont un tel artiste a le contrôle ou un groupement de tels artistes qui n'est pas une personne morale peut bénéficier du programme à la place de l'artiste qui contrôle la personne morale ou des artistes qui forment le groupement.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-54

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement sur les compensations pour services municipaux pour l'exercice financier de 2002 pour certains immeubles exemptés de taxes municipales

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement sur les compensations pour services municipaux pour l'exercice financier de 2002 pour certains immeubles exemptés de taxes municipales.

Ce règlement a pour objet d'imposer le paiement d'une compensation pour services municipaux, pour l'exercice financier de 2002, aux propriétaires des immeubles visés aux paragraphes 5, 10 et 11 de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* et aux propriétaires de terrains visés au paragraphe 12 de cet article.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-55

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement exigeant une compensation pour l'usage d'un terrain municipal situé dans le secteur Lévis sur lequel est placée une maison mobile

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement exigeant une compensation pour l'usage d'un terrain municipal situé dans le secteur Lévis sur lequel est placée une maison mobile.

Ce règlement a pour objet d'exiger, pour l'exercice financier de 2002, d'un occupant d'un immeuble appartenant à la Ville de Lévis situé dans le secteur Lévis, sur lequel est placée une maison mobile, une compensation mensuelle pour l'usage de cet immeuble.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-56

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel.

Ce règlement a pour objet d'assujettir à la conclusion préalable d'une entente relative aux travaux municipaux entre un requérant et la Ville, la délivrance d'un permis de construction ou de lotissement en fonction de certaines catégories de terrain ou de construction.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-57

Adoption – Projet de règlement concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le projet de règlement concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel.

Adoptée à l'unanimité

Affaires nouvelles

CV-2002-05-58

Autorisation de présenter les plans et devis pour le prolongement des rues de l'Alsace et de la Vendée au ministère de l'Environnement (Gérard Nolin, secteur Saint-Jean Chrysostome)

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser CIMA+ à présenter les plans et devis pour le prolongement des rues de l'Alsace et de la Vendée (secteur Saint-Jean-Chrysostome) au ministère de l'Environnement pour approbation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-59

Autorisation de présenter les plans et devis pour l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guévremont au ministère de l'Environnement (Développement Fortier inc. , secteur Saint-Nicolas)

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser le Groupe conseil Génivar à présenter les plans et devis pour l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guévremont (secteur Saint-Nicolas) au ministère de l'Environnement pour approbation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-60

Autorisation de présenter les plans et devis pour la réalisation du projet « Domaine des Belles Amours » au ministère de l'Environnement (Les Constructions Jean-Guy Turcotte)

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'autoriser la présentation des plans et devis pour la réalisation du projet « Domaine des Belles Amours » au ministère de l'Environnement pour approbation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-61

Période d'intervention des membres du Conseil

Quelques membres du Conseil de Ville prennent la parole. Le membre du Conseil Pierre Gagné dépose un document concernant son intervention sur une lettre du 15 juillet 2002 du Ministre André Boisclair portant sur le règlement de contrôle intérimaire CV-005-02 relatif aux installations d’élevage sur le territoire de la Ville de Lévis.

CV-2002-05-62

Période de questions

Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2002-05-63

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

La séance est levée à 22h25.

Adoptée à l'unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière
